



CSE du mardi 11 décembre 2018

Déclaration liminaire de la FCPE

Monsieur le Ministre, Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les membres du CSE,

Ces derniers jours, alors que des milliers de lycéens se mobilisaient partout en France contre certaines réformes gouvernementales, des images particulièrement choquantes ont circulé dans les médias et sur les réseaux sociaux.

De toute la France, des parents nous interpellent inquiets pour leurs enfants. Le cas des élèves de Mantes-la-Jolie a choqué, mais dans de nombreuses autres villes les parents s'inquiètent d'un usage disproportionné de la force à l'encontre d'adolescents.

Nous rappelons que la mission des forces de police et de gendarmerie est de faire respecter l'ordre et de protéger nos enfants. Nous exigeons du gouvernement que le harcèlement des lycéens cesse, que leur droit à manifester soit respecté et nous demandons au ministère de l'Intérieur que toute la lumière soit faite sur ces violences policières exercées à l'encontre de nos jeunes.

Il est aussi méprisant vis-à-vis de la jeunesse de nier sa capacité de penser par et pour elle-même. En ce sens les propos tenus à l'encontre des organisations lycéennes est un mépris de la démocratie scolaire.

Les inquiétudes des lycéens sont aussi celles de nombreux parents : les différentes mesures prises depuis le début du quinquennat affectent leur avenir et sont porteuses d'inégalités. La rapidité des réformes sans concertation ne fait qu'ajouter à l'incompréhension.

ParcourSup, loi Avenir, loi ORE, réforme de l'enseignement professionnel, réforme du baccalauréat, réforme du lycée, tous ces textes se suivent dans une cadence infernale. Chaque réforme nous arrive de façon parcellaire, avec aussi une multiplication des dispositifs dérogatoires, sans une vision d'ensemble de ce qui sera proposé à notre jeunesse.

Et vous vous étonnez que les lycéens soient dans la rue ? Si nous, fédération de parents, n'arrivons pas à suivre le rythme de vos réformes et à répondre aux questions légitimes des familles sur le terrain, comment ne pas comprendre les inquiétudes des jeunes ?

Le gouvernement en appelle aujourd'hui aux corps intermédiaires après les avoir délibérément mis sur le côté. Vous nous avez sciemment empêchés de jouer notre rôle.

L'actualité vous conduit aujourd'hui à reconnaître à la FCPE son rôle au sein de la communauté éducative et son expertise en co-éducation. La FCPE vous demande d'instaurer les conditions du retour au dialogue et à la concertation, et très rapidement à la reprise des négociations sur les réformes en cours. Un plan de travail doit se mettre en place rapidement.

Notre école doit être guérie. La FCPE avec ses militants présents sur tous les territoires lance une grande campagne auprès des parents pour radiographier la fracture scolaire.

La confiance ne se décrète pas par des mots, elle ne s'impose pas par la répétition, elle doit se construire dans la concertation, l'échange et l'écoute. Il est plus que temps que le Ministère de l'Éducation nationale instaure un dialogue constructif avec les corps intermédiaires, représentant l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, y compris les organisations lycéennes.